

parce que nous, de ce groupe, ainsi qu'une multitude d'autres Canadiens, croyons que le Canada doit réfléchir très sérieusement à ce qui se passe dans cette partie de l'Asie, que nous avons présenté la motion dont la Chambre est saisie.

Lorsque nous voulons parler de la nécessité de reconnaître la République populaire de Chine, nous nous heurtons à des objections venant de certaines sources. C'est un fait bien connu que ces objections viennent en grande partie de l'autre côté de la frontière. Fait à noter, l'autre jour encore nous avons reçu la visite d'un Américain bien connu, du nom de Walter S. Robertson, secrétaire d'État adjoint aux Affaires d'Extrême-Orient.

Il est également intéressant de remarquer que, dans le *Citizen* d'Ottawa, M. Charles Lynch désigne M. Robertson par le titre: "M. Politique de Chine" du département d'État. Dans cet article où il expose les idées de M. Robertson, M. Lynch rappelle que M. Robertson était ici pour une seule raison, c'est-à-dire pour essayer de contrebalancer les bonnes impressions rapportées au pays par certains de nos citoyens bien connus qui avaient visité la Chine et aussi peut-être pour faire connaître indirectement au gouvernement du Canada quelles sont les idées du gouvernement des États-Unis.

Je voudrais relever brièvement une couple des objections de M. Robertson que le *Citizen* a signalées, parce qu'il y a lieu d'y répondre. M. Robertson ne s'oppose pas seulement à la reconnaissance diplomatique de la Chine, mais aussi à ce que ce pays occupe un siège aux Nations Unies. J'aimerais citer un extrait de cet article:

La Chine communiste ne devrait pas non plus être admise à siéger aux Nations Unies, a dit M. Robertson, car ce n'est pas une nation pacifique et elle a souvent répudié ses engagements internationaux.

Si nous ne pouvons pas reconnaître la Chine parce qu'elle n'est pas une nation pacifique et si elle ne doit pas être admise au sein des Nations Unies pour la même raison, alors pourquoi les États-Unis siègent-ils aux Nations Unies avec des pays qu'ils accusent constamment de n'être pas pacifiques? Il ne semble pas possible qu'ils puissent avoir raison dans les deux cas. Ils nous demandent d'envisager la question sous un seul aspect, et cela dans leur seul intérêt.

M. Robertson aurait déclaré également que le régime de Pékin en Chine communiste a été imposé par la force. Je signale que les États-Unis et le Canada siègent aux Nations Unies avec un certain nombre de pays dont le gouvernement a été institué par la force. Il n'est donc que raisonnable de demander,

en étudiant cette motion, pourquoi il est juste de siéger avec les nations qui se sont établies par la force et de prétendre en même temps que nous ne siégerons pas avec la Chine communiste dans des circonstances analogues. Ce même monsieur ajoute que la politique des États-Unis sert à affermir et à maintenir le gouvernement non communiste chinois. Allons-nous refuser la reconnaissance diplomatique au gouvernement de 650 à 700 millions de Chinois continentaux, qui est au pouvoir depuis dix ans environ, parce que la politique des États-Unis vise à affermir et à maintenir le gouvernement chinois non communiste?

Où se trouve au juste ce gouvernement? Nulle part ailleurs que dans l'île de Formose et il s'agit du gouvernement de Chiang-kai-chek. Il semble ridicule de prétendre que Chiang-kai-chek représente le gouvernement chinois ou qu'il puisse espérer le moindre de devenir jamais le chef du gouvernement chinois. Les gens raisonnables et pratiques admettent de partout que c'est impossible. Au lieu d'écouter la thèse de la non-reconnaissance ou de songer même à y donner suite, il serait plus sage de prêter l'oreille à certaines déclarations de nos propres gens. Je pourrais m'étendre longuement là-dessus, mais je m'en abstiendrai en raison de la brièveté du temps prévu pour ce débat. Toutefois, il en est deux que je ne peux m'empêcher de mentionner.

Personne n'ira, je pense, dire que M. James Muir, le président de la Banque royale du Canada, est un communiste. Personne n'ira, je crois, mettre en doute la parole d'un homme qui occupe un tel poste, sous prétexte qu'il ne sait pas de quoi il parle à la suite d'une visite personnelle et d'une étude sur place. Il aurait dit à Montréal le 11 février, raporte-t-on:

Les Communistes chinois veulent commercer avec le Canada, dit M. James Muir, président de la Banque royale du Canada. "Mais je pense que notre gouvernement est endormi."

M. Muir, qui a visité la Chine l'été dernier, a dit hier soir que le Canada pourrait facilement faire des échanges commerciaux avec la Chine sans en reconnaître officiellement le gouvernement, bien que "de toute façon nous devons le reconnaître tôt ou tard".

A mon avis, mieux vaut tôt que tard. Il y a en Colombie-Britannique un homme en qui je sais que nous pouvons avoir confiance. C'est un des plus grands éducateurs de notre dominion du Canada. Je parle de M. N. A. M. MacKenzie, de Vancouver, qui est président non seulement de l'Université de la Colombie-Britannique mais aussi de la Commission nationale canadienne pour l'Unesco. Pas plus tard que le 12 mars dernier, il a dit dans un discours à Montréal qu'il